

Agroécologie et féminisme dans le Vale do Ribeira, Brésil : construire la solidarité, prendre soin du territoire et reproduire la vie

Isabelle Hillenkamp et Miriam Nobre

Cette étude de cas a été réalisée en suivant une méthodologie de recherche-action, autrement dit où la recherche, en tant que processus d'analyse et de production des connaissances, met l'accent sur l'«action» et le changement social et cherche à y contribuer. L'effort d'analyse se centre ainsi sur les conditions et niveaux de changement social. La recherche-action s'est focalisée sur un réseau de femmes paysannes dans la région du Vale do Ribeira (Etat de São Paolo), soutenues par SOF (*Sempreviva Organização Feminista*), une ONG féministe basée à São Paolo, et impliquées dans un projet visant à promouvoir l'agroécologie à partir d'une perspective féministe.

L'objectif de l'agroécologie est de développer des connaissances, des techniques et des rapports de production et de

Hillenkamp, I. et Nobre, M. (2021). Agroécologie et féminisme dans le Vale do Ribeira, Brésil : construire la solidarité, prendre soin du territoire et reproduire la vie. In *Effer-vescences féministes : Réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur. Genre et développement. Éclairages N°2*. C. Verschuur, I. Guérin, et I. Hillenkamp. 153–174. Paris: L'Harmattan.

consommation permettant de redéfinir les rapports entre les hommes, les femmes et la nature d'une manière socialement et écologiquement durable. L'agroécologie ne se définit donc pas uniquement par une production agricole biologique : elle renvoie également à un projet politique dont le contenu et la radicalité varient. Dans le cas du Brésil, l'agroécologie est comprise par les mouvements ruraux comme un projet « contre-hégémonique » vis-à-vis de l'agrobusiness – dans la mesure où elle s'oppose à la dépendance, aux inégalités sociales et aux dégâts environnementaux qui découlent de ce modèle – et cherche à développer des pratiques et des rapports sociaux qui permettent une plus grande autonomie et durabilité. Par ailleurs, une approche féministe de l'agroécologie a émergé au sein de ces mouvements. Pour atteindre les objectifs d'autonomie et de durabilité, cette approche préconise d'opérer une double transformation, à la fois dans la relation à la nature et dans les rapports de genre (Sili-prandi 2009). Elle défend l'idée de développer les connaissances et la production agroécologique des femmes, de valoriser cette production tant au niveau monétaire que non-monétaire, ainsi que la reconnaissance politique des femmes paysannes. Ces processus dépendent de la solidarité – autrement dit les interdépendances volontaires – à différents niveaux (groupes locaux, réseaux territoriaux, mouvements régionaux et nationaux) et dans différentes sphères (socio-économique et politique).

L'agroécologie féministe se base sur une conception de l'économie centrée sur la reproduction de toutes les ressources nécessaires pour entretenir la vie. La production et la consommation de nourriture constituent le point de départ et l'objectif est de démocratiser tous les rapports de pouvoir qui sont en jeu au sein de ce processus de reproduction. Cette perspective cherche à dépasser la logique linéaire de production et d'accumulation capitaliste et les questions critiques qui y sont associées – en particulier l'articulation de différents rapports sociaux, des rapports sociaux de type domestiques ou des rapports sociaux de production capitalistes. Cela ne signifie évidemment pas que ces questions puissent être immédiatement laissées de côté, mais plutôt que les efforts pratiques et conceptuels de l'agroécologie

féministe cherchent à développer une conception plus large et circulaire du système économique ainsi que de ses conditions de reproduction (Carrasco 2014).

Nous analysons ici le processus de changement social engendré par la mise en œuvre du projet d'agroécologie féministe de SOF, dans le Vale do Ribeira et la manière dont il permet de redonner du sens et de transformer certaines dimensions de la reproduction sociale. Nous questionnons les conditions qui ont permis ce processus à différents niveaux, à savoir la trajectoire de l'agroécologie féministe – en tant que sujet politique au niveau national – et la construction de la solidarité face à différents conflits au niveau local.

SOF a commencé à s'impliquer dans le Vale do Ribera à partir de 2015, quand l'organisation a gagné un appel d'offres public pour mettre en œuvre la politique fédérale d'Assistance technique et d'extension rurale (ATER) dont l'objectif était de promouvoir la production agroécologique des femmes paysannes. Ce projet se poursuit encore aujourd'hui grâce à des financements extérieurs¹. SOF fait partie du mouvement féministe brésilien, dans le sens où il contribue à organiser la société civile et à construire un programme féministe tout en gardant des liens avec les organisations sociales de gauche. Dans le même temps, l'organisation exécute des projets en faveur des femmes. SOF cherche à conserver ces deux aspects, celui d'un mouvement-activiste et celui technico-professionnel, conceptualisés par Sonia Alvarez comme l'« hybridité politique » des ONG féministes en Amérique latine (Alvarez 1999). Dans le Vale do Ribeira, SOF a réalisé un suivi continu avec des groupes de femmes paysannes dans douze municipalités, depuis 2015. Ce suivi a été réalisé par le biais d'activités de formation et d'activités collectives de construction de connaissances². Durant la période de recherche du projet, SOF

¹ Le British Council, le Secrétariat national pour l'économie solidaire dans un premier temps, et depuis 2018 une ONG féministe genevoise, EFI–Espace Femmes Internation, membre de la Fédération Genevoise de Coopération.

² Une description détaillée de la méthodologie de SOF dans le Vale do Ribeira est publiée dans *Feminist practices for economic change. Women's autonomy and agro-ecology in the Vale do Ribeira region*, São Paulo, SOF, 2018.

a développé un total de quatre-vingt activités de formation, certaines réalisées au niveau de la communauté, d'autres rassemblant diverses communautés. Cinq activités plus générales ont été mises en place afin de réunir les femmes paysannes des douze municipalités, de même que les membres de groupes dits «de consommation responsable» (voir plus bas). Certaines de ces activités, en particulier celles dont l'impact a été le plus grand, ont été documentées et utilisées dans cette recherche.

Dans le Vale do Ribeira, la recherche-action s'est focalisée sur Barra do Turvo, une municipalité rurale d'environ 8 000 habitants où habitent sept des groupes que soutient SOF—chacun comprenant entre six et quinze femmes—ainsi qu'une importante association de producteurs agroécologiques, la Cooperafloresta, fondée en 1996 et qui réunit environ 100 familles. La recherche a consisté dans l'observation participante d'une partie des activités mentionnées, dans divers échanges et entretiens avec les femmes paysannes, avec certains de leurs maris ou membres de leurs familles et avec des informateurs clé à Barra do Turvo (autorités locales, travailleurs et travailleuses sociales, membres de Cooperafloresta et des syndicats de travailleurs ruraux, chercheur·es à l'Institut forestier liés au Secrétariat d'Etat pour l'environnement). Une recherche ethnographique a été menée dans une communauté pratiquant l'agriculture familiale. Nous nous appuyons également sur huit *focus groups*, des ateliers, des sessions de restitution de la recherche, de l'observation participante du mouvement féministe et agroécologique au niveau national et des entretiens avec des femmes leaders de différentes régions. De plus, trois réunions de recherche ont été réalisées (une réunion d'introduction, une réunion intermédiaire avec l'équipe de recherche internationale et une réunion de présentation des résultats).

Contexte du Vale do Ribeira : des conflits imbriqués

On dénombre dans le Vale do Ribeira 7 037 unités d'agriculture familiale, ainsi que vingt-quatre communautés d'indigènes

Guarani et soixante-six communautés *quilombolas*³, des grandes propriétés agricoles (*fazendas*) et de très grandes propriétés terriennes n'ayant pas ou peu de production agricole (*latifundio*). Il s'agit de la région possédant la plus grande étendue de forêt atlantique du Brésil (1,7 million d'hectares). Bien qu'elle se trouve dans l'Etat le plus riche du pays (l'Etat de São Paulo), c'est aussi la région où les taux de pauvreté sont les plus élevés.

Explorée dès le XVI^e siècle par les colons portugais recherchant des minéraux précieux, la région est passée par différents cycles économiques (comme les minéraux, le riz) basés sur l'exploitation des esclaves noirs, avant d'entrer en récession aux alentours de la seconde moitié du XIX^e siècle. Dans la seconde moitié du XX^e siècle, le Vale do Ribeira est devenu la cible de grands projets de «développement» (routes, barrages et exploitation minière) en même temps qu'il a vu la création de trois parcs naturels. La création des parcs a été le résultat d'une confluence entre un mouvement naissant de préservation (dont l'objectif était de protéger la nature en interdisant les implantations humaines) et les dictatures militaires (1964–1985), qui cherchaient un instrument de contrôle sur ce territoire abritant des guérillas rurales.

Durant la période de «re-démocratisation» dans les années 1980 puis dans les années 1990, de nouvelles populations pauvres sont arrivées dans le Vale do Ribeira. La plupart étaient des paysans provenant d'autres régions du pays et ayant immigré vers les périphéries des grandes villes (São Paulo, Curitiba) dans les années 1960 et 1970 et qui étaient désormais expulsés par la crise économique. Ils ont acheté des terres sur le marché informel, souvent dans les zones du Parc et ont formé de nouvelles communautés, notamment le long de la route principale (BR 116). De plus, durant cette période, le contrôle de l'Etat sur le Parc – qui avait été relativement faible jusqu'alors – s'est intensifié, ce qui

³ Selon l'Association d'anthropologie brésilienne, le terme *quilombo* fait référence à «toute communauté noire de groupes de descendants d'esclaves, qui vivent de cultures de subsistance et où les manifestations culturelles ont des liens forts avec le passé». Il faut passer par plusieurs étapes pour être reconnu par l'Etat en tant que *quilombo*. Les communautés mentionnées dans le Vale do Ribeira n'ont pas toutes réussi à passer toutes ces étapes.

a conduit à des interventions fréquentes (saisies, expulsions) dirigées contre les nouvelles populations, considérées comme des «envahisseurs». Par ailleurs, le processus de démocratisation a culminé en 1988 avec l'approbation d'une Constitution dite «citoyenne». Entre autres aspects, celle-ci a reconnu la catégorie de «communauté traditionnelle», ce qui a permis à certaines communautés noires et indigènes déjà établies dans le Vale do Ribeira de demander à être reconnues comme telles, ouvrant ainsi l'accès à la propriété collective de la terre (ce qui n'empêchait pas pour autant les restrictions d'usage de la terre imposées par le Parc).

Face à l'augmentation des conflits liés à la terre et à l'environnement, aux pressions des communautés traditionnelles nouvellement reconnues et à celles d'autres populations pauvres de la région, des négociations avec le Parc ont commencé dans les années 2000. En 2008, le Parc a été reconnu comme une «mosaïque» d'unités de conservation (Mosaïque des unités de conservation de *Jacupiranga*, *Mosaico* dans la suite du texte), rendant possible une utilisation différenciée des ressources ainsi que la création de nouveaux canaux de dialogue avec les communautés rurales—ce qui n'a pourtant pas résolu tous les problèmes—. Depuis 2016, les conflits liés à la terre et à l'environnement ont explosé en lien notamment avec l'approbation d'un projet de loi qui permet de privatiser la gestion des parcs naturels dans l'Etat de São Paolo et de nourrir des mécanismes financiers de protection de l'environnement comme ceux inspirés par le Projet sur les écosystèmes et la diversité économique (*Economia dos Ecosistemas e da Diversidade—Projeto TEEB*).

Globalement, la concentration des terres est élevée et continue à augmenter (Bim 2012)⁴ et la région est marquée par des conflits qui résultent de l'imprécision des titres de propriété de la terre—fréquemment superposés à des aires de conservation naturelle—and des activités d'extraction illégale de bois et de cœurs

⁴ Les propriétés de petite et de moyenne taille (moins de cinquante hectares), qui représentent 80% du total, occupent 20% de la zone, alors que de très grandes propriétés (plus de 500 hectares), qui représentent 1,8% du total, occupent 44% de la zone. Tous les chiffres proviennent du recensement agraire de 2006.

de palmier. D'un côté, cela a conduit des communautés rurales pauvres à résister à leurs adversaires communs. Ce processus est particulièrement visible à Barra do Turvo, où la présence de l'association agroécologique Cooperafloresta a permis de valoriser un discours promouvant une vie de travail «simple» à la campagne—face à la modernité aliénante, incarnée par les projets de modernisation et par les valeurs «déviantes» de la ville (bien que dans le même temps les liens avec les périphéries urbaines soient constants, beaucoup de famille survivant uniquement en louant une maison, en travaillant de manière intermittente dans la ville, ou grâce à l'argent envoyé par un fils, une fille ou un autre parent).

D'un autre côté, les différenciations politiques et économiques entre les communautés *quilombolas* nouvellement reconnues et les quartiers d'«agriculture familiale» génèrent des tensions. Durant le processus de reconnaissance, les *Quilombos* se sont organisés et ont créé leur propre association (il s'agit d'une condition pour qu'ils puissent être reconnus légalement), alors que les quartiers qui pratiquent l'agriculture familiale n'en ont pas nécessairement—ou, lorsqu'ils en ont une, elle n'est pas toujours représentative ou légitime. Certaines communautés constituées d'unités d'agriculture familiale sont localisées en partie dans les aires de conservation *Mosaico* (théoriquement inhabitables) et/ou dans des terres réclamées par des grands propriétaires terriens et font face à des risques d'éviction. Les *Quilombos* bénéficient de politiques de discrimination positive, y compris l'accès au programme d'acquisition d'aliments (PAA, qui achète des produits provenant de l'agriculture familiale), qui a été supprimé dans d'autres communautés en 2017. Il existe dès lors une différence politique et économique entre les communautés «traditionnelles» reconnues légalement et les quartiers pratiquant l'agriculture familiale sans identité attribuée, dans lesquels il peut y avoir des populations «noires», «blanches», «métisses» et où des groupes de personnes s'organisent parfois pour réclamer leur reconnaissance en tant que *quilombo*. La différence s'accentue aujourd'hui avec le durcissement des conditions d'occupation du *Mosaico*. En 2017, «les communautés traditionnelles et les

populations du Vale do Ribeira» ont organisé un forum pour la préservation de leurs droits à la terre et aux ressources, alors que les villages qui pratiquent l'agriculture familiale subissent de multiples influences—notamment de la part de grands agriculteurs qui essayent de les convaincre de rejoindre leur lobby afin de faire cesser toutes les négociations avec le *Mosaico* et dans l'espoir de toucher des compensations fiscales.

Une autre différence entre les communautés, ou même entre les familles d'une même communauté, concerne l'accès à la terre. Il existe des distinctions de classe entre les grands agriculteurs et même les producteurs de l'agriculture familiale qui achètent de la force de travail et ceux qui vendent leur force de travail comme travailleurs journaliers (dans le cas des hommes) ou comme travailleuses domestiques (dans le cas des femmes). On constate également une préférence pour le travail salarié, même dans des familles qui possèdent des terres mais qui recherchent des revenus monétaires. Leur motivation principale est de pouvoir acheter des biens de consommation (des voitures, des machines). En particulier dans les nouveaux quartiers pauvres pratiquant l'agriculture familiale, peu de familles vivent uniquement de leur propre production. Le travail salarié agricole et non-agricole et les prestations sociales—qui sont souvent difficiles à obtenir car il faut surmonter les discriminations et les obstacles bureaucratiques—sont combinés avec la production propre, selon différentes logiques. Dans certains cas, les personnes reconnaissent la valeur du travail agricole sur leur propre terre alors que les autres sources de revenus sont considérées comme un simple revenu d'appoint. Dans d'autres, la logique est inversée, la production sur la parcelle familiale devenant secondaire par rapport au travail salarié ou à une rente (par exemple pension ou location d'une maison).

Face à ces conflits centraux—les conflits entre «modernisation» (conservatrice) et défense de modes de vie «traditionnels» et ceux pour l'accès à la terre et aux ressources—, les voix et le travail des femmes ont tendance à être invisibles. De manière générale, la situation des femmes se caractérise par une division sexuelle inégale du travail—à titre indicatif, au niveau national les

femmes rurales travaillent en moyenne 55,3 heures par semaine, y compris le travail domestique, alors que les hommes travaillent 47,7 heures par semaine⁵. Cette inégalité est aggravée par une demande non satisfaite pour des crèches locales et des infrastructures de qualité pour l'éducation infantile : dans le Vale do Ribeira, 95,9 % des crèches et 82,4 % des écoles maternelles sont situées dans les zones urbaines. A cela s'ajoute une ultra-sexualisation des corps des femmes, avec l'imposition de canons de beauté standardisés (être mince, jeune, avoir un teint clair, des cheveux lisses, des habits courts, serrés et souvent inconfortables) qui conduisent à une aliénation des femmes vis-à-vis de leur propre corps (comme certaines femmes paysannes le disent : « je réalise que je ne me sens pas vraiment moi-même », ou « parler de moi-même est un peu compliqué »). Enfin, il existe également un risque constant d'agressions sexuelles, combiné à de hauts niveaux de violence domestique.

La proposition d'agroécologie féministe introduite par SOF prend position par rapport aux conflits centraux de la région : elle valorise des formes d'organisation sociale et de production « traditionnelle » (y compris l'agriculture familiale), s'oppose aux formes de « modernisation » excluantes, tout en prônant dans le même temps une transformation des rapports de genre. Cette transformation a commencé aux marges de ces conflits centraux, avec la proposition de développer et de valoriser la production par les femmes de nourriture par l'agroécologie et en cherchant des alliances avec des acteurs locaux comme Cooperafloresta, le syndicat de travailleurs ruraux et la municipalité. La position développée au départ a permis que ces propositions soient acceptées au niveau local. Néanmoins, comme nous allons le voir, elle est actuellement en train de se transformer en un processus de changement plus large, qui implique de renégocier les rapports de genre et de permettre à certaines femmes de prendre part aux conflits locaux.

⁵ IPEA, 33, cité par Hora et Butto (2014), 38.

Le long chemin de l'agroécologie féministe au Brésil

La proposition d'agroécologie féministe introduite par SOF en 2015 dans le Vale do Ribeira résulte d'un processus beaucoup plus large et plus long qui a permis de réunir des femmes paysannes, des membres d'ONG, des (ex)fonctionnaires et quelques professeur-es d'université de différentes régions du Brésil autour de cette cause. Il faut prendre en compte ce long processus, qui a permis à l'approche féministe de l'agroécologie de devenir un agenda politique, pour comprendre les conditions de son expansion dans des régions spécifiques comme le Vale do Ribeira.

Ce processus a commencé avec la critique du modèle de «modernisation conservatrice de la campagne», un modèle qui a été diffusé parmi des «petits» producteurs brésiliens par les politiques publiques d'assistance technique et d'extension rurale (ATER) depuis les années 1940 et qui a été renforcé par les dictatures militaires dans les années 1960 et 1970. Durant cette période, ce modèle a été remis en question par des forces populaires dites démocratiques qui défendaient deux objectifs principaux: une réforme agraire (revendiquée d'abord par les Ligues paysannes, créées en 1955, et plus tard par le Mouvement des Sans Terre, créé en 1984) et des droits sociaux pour les travailleurs ruraux (défendus par le nouveau syndicalisme rural, avec la Confédération nationale des travailleurs agricoles (CONTAG), créée en 1963).

Dans les années 1980, une nouvelle branche de ce programme politique populaire et démocratique s'est créée lorsqu'un réseau d'ingénieurs agronomes s'est formé autour de la défense d'une «agriculture alternative» (Luzzi 2007). Au même moment, des femmes rurales ont commencé à se mobiliser pour leur droit à la syndicalisation et pour l'accès aux droits sociaux (maternité, naissances, retraite). Elles ont créé leurs propres organisations, comme le Mouvement des femmes paysannes (MMC, créé dans certains Etats du Sud comme Santa Catarina dès 1983, unifié au niveau national en 2003) et le Mouvement des femmes travailleuses rurales (MMTR-NE, présent dans de nombreux Etats du Nord-Est, fondé en 1986). Elles ont également rejoints certaines

organisations mixtes comme CONTAG et MST (Nobre 2015, Filipak 2017). A partir des années 1990, les mobilisations des femmes rurales ont abordé de nouvelles questions, comme la place des femmes dans la production et les formes même de production.

Ces mobilisations des femmes rurales, combinées à la pression internationale des bailleurs de fonds pour inclure le genre dans les projets de développement, ont conduit, dans la seconde moitié des années 1990, à une inflexion dans les organisations d'agriculture alternative. Un nouveau champ a émergé, d'abord appelé « agriculture familiale et genre ». En 2002, l'Articulation nationale d'agroécologie (ANA) a été créée. Elle regroupait des mouvements ruraux et des ONG et avait pour objectif de réaliser des activités de coordination, de lobby politique et de communication auprès de la société. Des femmes activistes provenant de mouvements ruraux, d'ONG et d'universités ont peu à peu constitué un groupe de travail transversal au sein de l'ANA. Ce groupe était conçu comme un espace permettant aux femmes de s'auto-organiser afin de questionner toutes les formes d'inégalités de genre au sein de l'Articulation (dans laquelle elles étaient à peine reconnues) et dans toutes ses commissions de travail thématiques. Au même moment, des questions liées à la souveraineté alimentaire et à l'agroécologie ont commencé à être abordées dans certains mouvements féministes, notamment la Marche Mondiale des Femmes (Masson, Conway 2017), dont SOF a assuré le Secrétariat international durant la période 2006–2013.

A partir des années 2000, l'arrivée au pouvoir du gouvernement du Parti des Travailleurs (le gouvernement Lula-Dilma, de 2003 à 2016) a marqué une redéfinition dans les rapports entre le gouvernement, les mouvements ruraux, les ONG et le lobby de l'agrobusiness. Durant cette période, les mouvements ruraux et les ONG ont bénéficié d'espaces de participation sans précédent (Conseils municipaux, forums) qui leur ont permis de s'impliquer dans la définition et la gestion des politiques publiques de développement agricole – comme des politiques d'achat subventionné pour les produits provenant de l'agriculture familiale, le crédit rural, des documents de certification pour les travailleurs ruraux, de nouvelles modalités « publiques et universelles » de l'ATER

et des politiques publiques d'agroécologie. De manière générale, l'« agriculture familiale » a été renforcée par ces politiques publiques. Néanmoins, cela s'est fait dans le cadre d'un modèle agricole dual dans lequel les avancées pour les agriculteurs familiaux ont été limitées par la préservation des intérêts des grands agriculteurs et propriétaires terriens (Sabourin 2014).

Dans ce contexte, les femmes rurales ont réussi à obtenir la création d'une nouvelle Direction des politiques publiques pour les femmes rurales (DPMR/MDA) au sein du Ministère de développement agricole ; elles y avaient leur propre équipe et budget⁶. L'ANA a organisé les réunions régionales et nationales durant lesquelles les politiques publiques au niveau national d'Agroécologie et d'ATER en agroécologie ont été définies. Au sein de l'ANA, le Groupe de travail de femmes a lutté pour que ces nouvelles politiques publiques prennent en compte les inégalités de genre. Dans le cas des politiques publiques d'ATER en agroécologie, le groupe a finalement obtenu qu'un quota soit défini : 50 % de femmes bénéficiaires, 30 % d'agents femmes (techniciennes) et 30 % de l'ensemble des ressources allouées aux femmes. Ces politiques publiques ont permis aux entités les mettant en œuvre – y compris les ONG membres d'ANA – de développer leurs propositions dans de nouveaux territoires, comme cela a été le cas de SOF dans le Vale do Ribeira.

Ces nouvelles politiques publiques ont constitué un progrès indéniable comparées à l'absence, jusqu'alors, de politiques publiques destinées aux femmes rurales. Néanmoins, elles sont restées « ponctuelles », « limitées » et « bureaucratiques » selon certaines activistes et il s'est agi de politiques publiques expérimentales plutôt qu'universelles. Entre 2004 et 2013, les politiques publiques d'ATER destinées aux femmes ont permis de toucher 56 400 femmes, pour un budget de 32,3 millions de reais (environ 10 millions de dollars). Certaines des modalités de mise en œuvre n'étaient pas adaptées, à la fois pour les ONG (qui devaient répondre à des critères applicables à des entreprises publiques) et

⁶ Entre 2003 et 2013, le DPMR a disposé d'un budget d'environ 300 millions de reais (93 millions de dollars US) (Hora, Butto 2014, 28).

pour les femmes paysannes (qui devaient acquérir un document dit d'aptitude aux politiques d'agriculture familiale (DAP), ce qui a posé des difficultés considérables étant donné l'état actuel de discrimination à leur égard). Les rapports entre certains mouvements ruraux ou ONG et le gouvernement, y compris avec des activistes qui avaient des postes de direction dans la DPMR, ont été parfois tendus et ont requis un jeu subtil de « pression et solidarité » selon l'expression d'une militante. L'alliance avec des mouvements ruraux qui maintenaient une position autonome et une forte capacité de mobilisation sociale—comme la *Marcha das Margueridas* des femmes rurales organisée par la CONTAG—a été importante pour maintenir cette pression. Néanmoins, certaines revendications centrales, comme la réforme agraire, sont restées bloquées et les politiques publiques n'ont en général pas été institutionnalisées de manière à garantir leur pérennité en cas de changement de gouvernement.

Avec la destitution de Dilma Rousseff et la prise de pouvoir de Michel Temer en mai 2016, le Ministère du développement agraire a disparu. De plus, bien que certaines politiques publiques aient été formellement maintenues, de même que les principaux espaces de « participation », ils ont en réalité changé de nature. Certains mouvements ruraux et ONG ont arrêté de participer à ces espaces et ceux qui continuent d'y exprimer leur voix n'ont pas été entendus par le gouvernement. Dans le cas de l'ATER, les politiques ont été redirigées vers des entreprises privées. Dès lors, les mouvements ruraux et les ONG d'ANA se sont considérées comme faisant partie de l'opposition au gouvernement « illégitime » de Michel Temer.

Globalement, la longue lutte politique menée par des femmes rurales, des ONG, des fonctionnaires et des professeur-es universitaires pour la reconnaissance de l'agroécologie féministe a aidé à en faire un sujet politique—face au conflit qui les a opposées d'un côté à l'agribusiness et à la « modernisation conservatrice » et de l'autre à une agroécologie ne prenant pas en compte le genre. Notre hypothèse est que cette position conflictuelle les a conduits à affirmer leur position anti-systémique. Partant d'une critique radicale du capitalisme et de la société patriarcale, il s'est agi

d'aller au-delà d'une vision simplement productiviste de l'agroécologie et d'adopter une vision circulaire, centrée sur la reproduction de la vie et qui donne la priorité, dans tous les domaines, à la « culture du *care* » sur la « culture du profit » (Carrasco 2003).

ATER et l'agroécologie féministe à Barr do Turvo

Partant de cette perspective politique, SOF a commencé à réaliser des interventions dans le Vale do Ribeira en contactant des organisations locales et des leaders, afin d'aider à former des groupes de femmes paysannes (au départ 240 femmes, voir ci-dessous). A Barra do Turvo, cette proposition a constitué un changement de paradigme pour deux raisons principales.

Tout d'abord, cela permettait d'affirmer que les femmes ont un statut en tant que paysannes en leur propre nom, dans un contexte où le biais masculin dans les politiques publiques agricoles et dans l'assistance technique en particulier reste important. A Barra do Turvo, les projets agricoles pour les femmes (réalisés par le Secrétariat municipal pour un développement économique) se limitaient à des poulaillers mobiles, qui ont de plus été difficiles à mettre en place. Que ce soit à la mairie ou à la maison, les femmes paysannes font face à de nombreuses discriminations pour obtenir la documentation officielle. Par exemple, les reçus fiscaux sont rédigés au nom du mari alors que ces femmes réalisent tout le processus administratif concernant leur propre production agricole. De la même manière, le syndicat local de travailleurs ruraux soutient l'agriculture familiale mais il se focalise sur l'augmentation de la production destinée à la vente, déprécient les productions « marginales » que les femmes font pousser dans leurs jardins potagers. Même à la Cooperafloresta, peu de femmes participent au conseil et comité de direction ou travaillent dans l'usine de transformation d'aliments. Selon l'une de nos informatrices, « bien que beaucoup de personnes travaillant dans l'agroécologie sont ouverts à la thématique du racisme, les questions de genre ne sont pas abordées à la Coopera ».

L'approche féministe de l'agroécologie a aussi constitué un changement par rapport aux politiques publiques habituellement

destinées aux femmes. Celles-ci se centraient sur l'assistance sociale et l'« inclusion productive ». Durant le gouvernement du parti des travailleurs, des programmes d'assistance sociale comme le programme de transfert monétaire conditionnel *Bolsa Família* se sont beaucoup développés ; ils étaient considérés comme une forme de revenu minimum. Ainsi, les valeurs liées à la maternité n'ont cessé d'occuper une place centrale dans les représentations sociales qui sous-tendent la conception et la mise en œuvre de ces programmes. On le voit dans les discours des travailleurs sociaux à Barra do Turvo et dans les conditions générales qui permettent l'accès à ces programmes, selon lesquelles ce sont les mères qui sont responsables que leurs enfants aillent à l'école et soient vaccinés. Les politiques publiques d'inclusion productive consistent quant à elles principalement en des programmes de formation pour les femmes bénéficiaires de *Bolsa Família*, dans l'objectif de les faire sortir du programme. Ces programmes valorisent l'« entrepreneuriat » mais en fait, ils poussent les femmes vers des activités considérées « féminines », sans remettre en cause la division sexuelle du travail existante. A Barra do Turvo, les femmes peuvent suivre des formations dans les domaines de la beauté, de la mode et de la cuisine, alors que celui de l'agriculture est ignoré.

L'arrivée d'un projet ATER pour les femmes était donc une nouveauté qui a permis de transformer les rapports de genre en reconnaissant les femmes comme agricultrices. Elles ont été encouragées à former des groupes au niveau des communautés—considérés comme des espaces d'auto-organisation—et à formuler des requêtes et des propositions spécifiques correspondant à leur situation locale.

Les groupes créés au niveau des communautés ont eu diverses origines. Dans deux *quilombos*, ils se sont formés sur la base de rapports de parenté et de groupes de travail de Cooperafloresta (ce qu'on appelle le système *mutirão*, dans lequel un groupe réalise des activités comme le défrichage, les semaines, la récolte, etc., à tour de rôle sur le champ de chaque membre). Dans une des communautés pratiquant l'agriculture familiale, un groupe a été constitué à partir d'une pépinière communautaire—un espace

mixte dans lequel des personnes font pousser des plantes indigènes pour les vendre, dans le cadre de la politique de reforestation. Dans un autre, un groupe de femmes était déjà organisé au sein de la Commission pastorale des enfants, un organe social et œcuménique promu depuis les années 1980 par l'Eglise Catholique pour le suivi du poids et des vaccinations des enfants et des femmes enceintes et l'amélioration de la nutrition. Ailleurs, un groupe de femmes s'est formé à partir d'un collectif informel mixte qui s'était mobilisé pour lutter contre le Parc. Finalement, dans deux quartiers pratiquant l'agriculture familiale avec peu ou pas de terre, des femmes avaient l'habitude de se réunir pour faire de l'artisanat ensemble. Ces réunions étaient parrainées par une femme qui vit dans un centre de développement environnemental (privé) disposant d'une grande parcelle de terre. Dans ces différentes communautés, les femmes qui ont constitué les premiers groupes ont entre quarante et cinquante ans. Aujourd'hui, des femmes plus jeunes s'impliquent, attirées par les dynamiques qui se sont développées et par la possibilité de sortir de leurs maisons.

Les réunions, les visites techniques et d'autres activités (des foires, des visites) organisées par SOF ont incité les femmes à transformer les formes d'organisation ou les rapports qu'elles entretenaient en faveur d'autres formes, basées sur la solidarité entre groupes de femmes, dans lesquelles l'accent est mis sur la reconnaissance de leur travail agricole et sur leur contribution à l'alimentation de la famille. Elles transforment ainsi progressivement la nature de leurs activités ainsi que leur place au sein de la communauté. La solidarité des techniciennes de SOF envers les femmes s'exprime par un fort engagement (bien au-delà des heures de travail) pour les aider à s'organiser et à résoudre de nombreux problèmes concrets, interprétés comme des obstacles à la reproduction de la vie dans un sens large, ce qui à son tour a encouragé la solidarité entre les femmes. De manière générale, ces groupes se sont consolidés grâce à l'obtention de réponses concrètes aux problèmes spécifiques soulevés : savoir comment cultiver différentes plantes, faire des engrains naturels pour maintenir la fertilité du sol, traiter les eaux usées, augmenter les ventes, avoir accès à la terre, savoir comment transformer la nourriture

pour éviter les pertes, savoir comment utiliser la balance, savoir comment utiliser internet pour communiquer avec les groupes de consommation, savoir entreprendre les démarches pour émettre des notes fiscales, convaincre les hommes d'aider à réaliser certaines tâches, s'organiser pour travailler tout en ayant des enfants en jeune âge, permettre à certaines femmes contrôlées par leurs maris de participer, etc. Bien que cela n'ait pas été le cas à Barra do Turvo, dans quelques endroits les groupes existants n'ont pas fonctionné. Par exemple, dans un *quilombo* d'une autre municipalité, les femmes étaient organisées autour du tourisme communautaire et ne se sont pas intéressées à l'agroécologie, principalement en raison des restrictions sur l'utilisation agricole de la terre imposées par le gestionnaire local du *Mosaico*.

Pour répondre aux demandes et aux propositions des groupes, SOF a mis en place différentes activités : visites d'échange (des observations guidées des cultures des participantes), projets de travail collectif (*mutirão*, pour la construction collective de jardinières surélevées, de jardins mandala, de fosses septiques et pour la gestion agroforestière), soutien pour formuler des demandes à la mairie ou auprès d'autres institutions, mise en place des « carnets agroécologiques » et d'un réseau de commercialisation directe avec des groupes de consommateurs. Les carnets agroécologiques et les groupes de consommateurs ont notamment joué un rôle important dans la consolidation des groupes par la valorisation de la production des femmes. Dans ces carnets, les femmes ont été encouragées à noter la totalité de leur production agricole et à l'organiser selon quatre catégories : production pour l'auto-consommation, les dons, l'échange et la vente. Cet instrument, qui résulte d'une proposition faite par le Groupe de travail de femmes ANA en 2013 et s'est diffusé au gré à une politique publique nationale en 2017, a permis de rendre visible l'augmentation de la production marchande et non-marchande des femmes. Cela les a aidées à se reconnaître comme paysannes et à améliorer leur capacité de négocier avec leurs familles et même avec les fonctionnaires d'Etat, afin d'avoir accès aux documents officiels.

Le réseau des groupes de consommateurs est composé de sept groupes de consommateurs auto-organisés, dans la périphérie

de la ville de São Paulo (l'un d'entre eux est composé par des membres et « ami-es » de SOF, qui habitent à l'intérieur de la ville et dont les profils diffèrent légèrement). Ces groupes achètent des légumes, des fruits, des aliments préparés, des remèdes naturels et des plantes proposés par cinq des groupes de Barra do Turvo une fois par mois. Le but de ce réseau est de créer un marché qui soit contrôlé par les femmes paysannes : elles déterminent le type et la quantité de produits qu'elles peuvent fournir (une fois qu'elles ont déduit les quantités nécessaires pour la consommation familiale, les trocs et dons dans leurs réseaux de proximité) et fixent le prix, en proposant une nourriture diversifiée et de qualité à des prix abordables. Cette redéfinition de la relation entre producteurs et consommateurs n'est pas facile, en particulier pour les consommateurs, car elle requiert un engagement vis-à-vis de l'approche féministe de l'agroécologie (comprendre les conditions de travail des femmes paysannes, y compris le manque de certification sanitaire et, dans certains cas, une qualité insuffisante ou des défaillances logistiques). Cet engagement va bien plus loin que le seul fait de consommer de la nourriture biologique. Un des groupes de consommateurs (dans la ville voisine de Registro) a cessé d'exister et, de manière générale, intégrer de nouveaux consommateurs dans les groupes existants est un processus qui prend du temps. L'aspect logistique—préparer la production, puis la demande et la distribution, aller chercher les produits et les amener à un point central à São Paolo—est également un facteur qui limite la croissance du réseau. Cela restreint également les possibilités qu'ont les femmes paysannes de vendre leurs produits. En effet, elles dépendent notamment des ressources humaines de SOF et des volontaires qui gèrent le réseau, ainsi que du camion mis à disposition par la mairie de Barra do Turvo. Malgré ces limites, ce système a permis de valoriser symboliquement et monétairement une diversité de produits (plus de 200) qui sont normalement consommés uniquement à la campagne. Beaucoup de ces femmes—en particulier dans les districts pratiquant l'agriculture familiale—vendaient pour la première fois en dehors de leur communauté. Cela a contribué notablement à valoriser leur travail aux yeux de leurs maris et voisins. Aujourd'hui,

elles doivent faire face à certains voisins (hommes et femmes) qui veulent les « copier » mais qui considèrent la relation de coût-bénéfice de la production biologique uniquement comme une niche de marché. Pour éviter cela, certains groupes ont défini les conditions nécessaires pour admettre de nouvelles femmes. Ces conditions sont basées sur une participation à toutes les activités collectives, ainsi qu'aux « activités de prise de conscience » organisées par SOF.

SOF a toujours travaillé en mettant en lien différentes thématiques, par exemple en discutant des liens entre les effets de l'utilisation des pesticides sur le corps des femmes, ou le développement d'activités productives financièrement viables et la possibilité de se libérer de rapports conjugaux abusifs. L'idée de transition (comprise comme le chemin qui relie la réalité présente à la situation que l'on désire atteindre) est ainsi perçue comme un outil de changement : à la fois vers l'agroécologie et vers une vie libre de violence. Ces liens illustrent la manière dont l'agroécologie s'est transformée, d'une vision étroitement centrée sur les techniques de production et les ventes, à une vision et des pratiques qui appréhendent l'être humain et les rapports sociaux dans leur totalité, afin de développer des formes plus démocratiques et durables de reproduction de la vie.

La solidarité a pu voir le jour au sein de ces groupes grâce à la construction de réponses concrètes face à un large spectre de demandes spécifiques de chaque groupe. La solidarité n'est pas juste une « valeur » de femmes paysannes (pauvres), elle est plutôt le résultat d'actions concrètes et de règles créées durant l'action, de même que la solidarité des techniciennes de SOF vis-à-vis des groupes. Un groupe central de femmes paysannes s'est formé durant ce processus. Il se réclame des principes et d'une vision féministe large de l'agroécologie – même si d'autres perceptions, imprégnées en particulier par les logiques du marché, existent toujours – et continue à jouer un rôle central dans l'organisation locale. Malgré tout, les groupes restent globalement fragiles (ils dépendent de conditions de participation favorables, qui sont en partie fournies par SOF) et de taille limitée (de six à quinze femmes dans chaque communauté). Certaines questions, comme

la distribution équitable des revenus dans les communautés où les femmes n'ayant pas de terre travaillent sur les parcelles d'autres femmes, ne sont toujours pas résolues.

A un niveau plus large, un réseau qui réunit tous les groupes existants (à Barra do Turvo et dans les autres municipalités du Vale do Ribeira) est en train de se créer, qui permet à ces organisations basées sur la solidarité de se consolider. SOF a initialement contribué à ce processus en donnant aux femmes l'opportunité de se réunir régulièrement, en les aidant à identifier les problèmes communs, en aidant à construire des réponses communes et en encourageant les femmes à rejoindre ce réseau. Cela a aidé à créer un sentiment d'appartenance et à mener des actions collectives—une marque collective a en particulier été créée et des invitations circulent régulièrement entre les communautés (participation à des activités comme des foires ou des séminaires). Néanmoins, cette dynamique naissante est entravée par des différences dans la reconnaissance politique (communautés traditionnelles ou quartiers pratiquant l'agriculture familiale) et dans le contrôle sur l'accès à la terre et aux ressources. Un autre défi consiste à inclure de nouvelles femmes ou de nouveaux groupes, ce qui demande de construire de nouvelles opportunités communes—par exemple, élargir le réseau de consommateurs. De plus, SOF a pour objectif de passer graduellement d'un rôle d'ONG de soutien à celui de partenaire dans la construction d'un mouvement social commun enraciné au niveau local et articulé avec le niveau national.

Le développement d'un réseau de femmes paysannes pratiquant l'agroécologie dans le Vale do Ribeira demande maintenant de passer à une nouvelle étape dans les rapports avec les autres luttes sur ce territoire. Dans les *quilombos*, les habitants mettent l'accent sur le fait que pour que les groupes de femmes continuent à pouvoir produire, celles-ci doivent être capables d'agir dans la gestion locale du territoire, par exemple en défendant les connaissances « traditionnelles », en trouvant des manières plus diversifiées de vendre leurs produits et en incluant plus de femmes et des femmes plus jeunes. Les groupes pratiquant l'agriculture familiale, de leur côté, mettent l'accent sur le fait que les initiatives

des femmes doivent aider à créer ou à reconstruire de la réciprocité et à renforcer un sentiment de communauté dans les districts ruraux. Initiée aux marges des conflits locaux entre « tradition et modernité », la proposition d'une agroécologie féministe à Barra do Turvo est arrivée à une étape où elle est appelée à développer sa position dans la « défense des styles de vie traditionnels » et à assumer les processus qui s'ensuivent. Cela inclut de nouvelles responsabilités économiques et sociopolitiques pour les groupes de femmes au niveau des communautés, ainsi que la nécessité de construire de nouvelles alliances, pour dépasser les différences existantes et les conflits.

En conclusion, cette recherche-action a tenté de retracer le processus de changement social initié par le projet d'agroécologie féministe proposé par SOF à Barra do Turvo. Elle a analysé le rôle et la nature des solidarités dans ce processus et la manière dont les solidarités redéfinissent, de manière conceptuelle et pratique, la reproduction sociale. Parmi les méthodologies utilisées dans cette recherche-action, l'une d'entre elles a consisté à donner la priorité à l'analyse des étapes et des conditions de ce processus de changement social. Conscientes des conflits et des difficultés existant à différents niveaux, nous nous sommes focalisées sur les possibilités parfois embryonnaires d'aller plus loin, plutôt que d'essayer de produire une analyse exhaustive des rapports de pouvoir et des facteurs potentiels de blocage.

Notre analyse montre que la transition vers une agroécologie féministe à Barra do Turvo est un processus en cours. Ce processus a commencé par une re-signification de la production agricole et de l'alimentation et s'est poursuivi avec une valorisation nouvelle du travail des femmes, par certaines renégociations des rapports de genre dans différentes sphères (famille, communauté, marchés, et, dans une moindre mesure, gouvernement local), de même que par un nouvel engagement des femmes dans des problèmes politiques locaux. Ce processus s'est basé sur des solidarités qui se sont renforcées et étendues sur la base d'objectifs communs parmi des groupes de femmes, dont la nature et la place dans les communautés s'est progressivement transformée. Cette dynamique s'est basée sur l'expérimentation et

sur l'affirmation progressive de nouvelles pratiques et rapports sociaux dont l'objectif global est d'augmenter l'autonomie des personnes et la reproduction de la vie de manière écologiquement et socialement durable. Néanmoins, ce processus repose sur de petits groupes, sur un petit nombre de leaders locaux, sur des ressources humaines et financières fournies jusqu'à maintenant par SOF. De plus, les différences entre les femmes qui composent ces groupes ont tendance à entraver la construction d'actions collectives plus larges.

SOF, en tant qu'ONG féministe hybride au sens d'Álvarez (1999), a fourni la méthodologie, les ressources humaines et financières pour initier ou renforcer des processus d'organisation locaux de femmes rurales et pour leur permettre de se positionner dans les mobilisations politiques. En produisant des connaissances destinées non seulement au débat universitaire, mais également construites avec et pour les sujets politiques de l'agro-écologie féministe, cette recherche-action cherche à contribuer à la poursuite de ce processus, dans une période où, au Brésil, on ne peut pas attendre que les forces de changement proviennent du gouvernement, mais plutôt de la société civile organisée.

Hillenkamp Isabelle, Nobre M.

Agroécologie et féminisme dans le Vale do Ribeira, Brésil : construire la solidarité, prendre soin du territoire et reproduire la vie.

In Verschuur C. (ed.), Guérin Isabelle (ed.), Hillenkamp Isabelle (ed.). Effervescences féministes : réorganiser la reproduction sociale, démocratiser l'économie solidaire, repenser la valeur.

Paris (FRA) : L'Harmattan, 2021, 153-174.

(Genre et Développement, Eclairages), 2.

ISBN 978-2-343-2332-5